

## **Faire de la protection sociale et des services publics, une exigence commune.**

### **Rencontre régionale les 2, 3 et 4 octobre 2026 à Montargis et Paucourt (Loiret)**

Ces journées sont organisées à l'initiative du Collectif Santé Est Loiret et de la Convergence de défense et développement des services publics d'Indre-et-Loire. Nous appelons toutes les organisations syndicales, politiques et associatives, qui portent la question des services publics dans notre région à s'y joindre.

Tant pour la protection sociale que pour les services publics, on nous dit qu'ils coûtent trop chers : « *notre modèle social serait intenable* ». Les solutions préconisées consistent à privatiser et à reporter leurs coûts sur les usagers (assurances privées pour la santé, capitalisation pour la retraite,...).

Le contexte international et les guerres accroissent la pression sur les dépenses sociales et les services publics. Ils servent à l'opposé à enrichir et à renforcer le pouvoir des milliardaires. La nouvelle ponction de 6 milliards sur les dépenses publiques décidées par le gouvernement va peser lourdement sur des budgets déjà à sec. Cette situation contribue à faire le lit de l'extrême droite.

Dans notre région, de nombreuses actions se mènent jour après jour pour l'accès à des services de santé, le développement des transports collectifs, la mise en place de régies publiques de l'eau, le droit à la culture pour tous, contre les fermetures de classes, la loi Duplomb et une agriculture intensive.

Nous appelons à faire converger toutes ces luttes pour faire de la protection sociale et des services publics un enjeu, une exigence commune de toutes et tous.

**Pour la Sécurité sociale dont nous fêtons cette année le 80ème anniversaire.**

Il y a 80 ans, le programme ambitieux des « Jours heureux » donnait naissance à la Sécurité sociale, une avancée sociale extraordinaire. C'est ainsi qu'une seule caisse, gérée démocratiquement avec les salariés et leurs représentants, couvrait de nombreux

risques et besoins : la retraite, la maladie, la famille, les accidents du travail et les maladies professionnelles. Ce système de répartition et de redistribution, fondé sur la solidarité, l'universalité et la démocratie, a été progressivement détourné et accaparé par le patronat puis en partie étatisé.

**Pour les services publics, l'éducation, les transports, le logement, la culture..**

La marchandisation des services publics et la privatisation des réponses aux besoins essentiels de la population conduisent aujourd'hui à une rupture de l'accomplissement des droits de toutes et tous. Elles accroissent les inégalités sociales et territoriales, la pauvreté et la précarité. Elles coûtent aussi plus chers au pays, l'objectif étant pour les grands groupes privés de réaliser les profits maximum.

C'est pourquoi nous devons engager la bataille des idées et convaincre qu'un autre modèle social est possible pour développer, améliorer et démocratiser nos biens communs, à commencer par notre système de santé et de Sécurité sociale et l'ensemble des services publics.

Nous appelons au plan local et régional, les organisations associatives, syndicales et politiques, les citoyens et les élus à mener campagne pour défendre et reconquérir nos services publics, porter une ambition commune pour garantir une santé publique de haut niveau, des services publics du quotidien de qualité, égalitaires et accessibles à tous dans l'ensemble du territoire.

Financements, pouvoirs démocratiques, développement du champ de services publics, défense de l'emploi public ... Autant de sujets sur lesquels nous appelons au débat et à la mobilisation, les vendredi 2 à Montargis et les samedi 3 et dimanche 4 octobre 2026 à Paucourt.